

Un rassemblement à l'initiative de la FNEC FP-FO, des autres syndicats et de la FCPE a eu lieu ce soir devant la préfecture lors de la tenue du Comité Départemental de l'Education Nationale (CDEN) pour exiger l'abandon des suppressions de postes et de classes, le retrait du "choc des savoirs" et de toutes les contre-réformes dont l'Acte 2 de l'Ecole inclusive ou le transfert des CHAM-CHAD !

A l'ouverture du CDEN, les représentants des parents d'élèves ont interpellé le préfet pour exprimer leur stupéfaction en l'absence de document de carte scolaire adressé en amont de la réunion. Ils ont également fait part de leur vive opposition au "choc des savoirs" des Ministres Attal-Belloubet !

La FNEC FP-FO a alors appuyé l'intervention des parents d'élèves dénonçant le mépris à leur égard et a annoncé qu'elle soutiendrait leur éventuelle demande de report de cette réunion.

Notre position a été reprise par la FSU, puis l'UNSA et des élus. Le préfet a été contraint de reporter la réunion au 12 mars après avoir fait voter l'assemblée.

Cet événement est à mettre en relation avec la profonde crise du gouvernement Macron-Attal qui doit faire face à la colère croissante de la population face à des mesures d'une violence inouïe prises par 49-3 et aux nouvelles annonces de coupes sombres dans les budgets des services publics.

Nous invitons les écoles menacées et les collèges touchés de plein fouet par des baisses de DHG et par le " choc des savoirs" à se saisir de ce délai supplémentaire pour amplifier leur mobilisation. La FNEC FP-FO considère que rien n'est joué ! Elle reste aux côtés et à disposition des personnels, parents et élus qui se mobilisent !

DECLARATION PREVUE POUR LE CDEN DU 19 FEVRIER

Alors que le massacre continue dans la bande de Gaza et dans toute la Palestine par les armes, la faim, le manque de soins, ... ayant déjà entraîné la mort de plus de 15 000 enfants, la FNEC FP FO rappelle son soutien indéfectible à toutes les victimes de cette guerre atroce; elle appelle à l'arrêt des bombardements et au cessez le feu immédiat, pour que tous les Palestiniens rentrent chez eux et que tous les otages retrouvent leur famille.

Alors que le conflit menace de s'étendre dans toute la région, le verdict de la Cour Internationale de Justice qui avait été saisie par l'Afrique du sud doit être imposé au gouvernement d'Israël.

Personne ne pourra dire : je ne savais pas ; alors que les déclarations guerrières se succèdent à tous niveaux, nous affirmons notre total accord avec les syndicats américains qui se mobilisent pour la paix.

Nous rappellerons ici une nouvelle fois que le budget de l'Education Nationale, comme celui de la Santé et des autres services publics, subit à coup de 49-3 les choix gouvernementaux d'augmenter jusqu'à 2% du PIB les dépenses militaires (*avec encore un engagement d'Emmanuel Macron de verser 3 milliards supplémentaires pour des armes à l'Ukraine*).

Tous les salariés sont donc en légitime défense et la FNEC FP-FO tient à apporter son soutien total à la grève des contrôleurs SNCF en dénonçant le matraquage et les mensonges dont ils font l'objet de la part du gouvernement, des dirigeants et des médias.

Le gouvernement Macron-Attal totalement minoritaire dans le pays, a décidé d'amplifier sa politique anti-sociale et raciste avec des mesures d'une rare brutalité : contre le Code du Travail, contre le Statut général (rémunération au mérite), contre les travailleurs et étudiants étrangers, contre la Sécurité Sociale, contre l'Ecole publique...

N'est-ce pas pour mener à bien cette politique de destruction de nos droits collectifs qu'ils s'attaquent aujourd'hui au droit de grève ? Les responsables de la multiplication des conflits sont bien au gouvernement. Alors qu'une nouvelle mobilisation des agriculteurs se développe dans le pays, nos dirigeants feraient bien d'entendre la colère qui monte des établissements scolaires depuis plusieurs semaines contre la carte scolaire 2024 et contre le « choc des savoirs ».

Depuis la grève du 1er février dernier, les mobilisations des enseignants avec les parents et souvent les élus se sont multipliées avec des réunions dans les écoles, les collèges et les lycées, des délégations à la DSDEN, des motions dans les CA, des manifestations devant les établissements scolaires, des grèves notamment dans les collèges. Le rassemblement de ce soir devant la Préfecture en est une des illustrations.

Contre l'effondrement du pouvoir d'achat des personnels sous-payés et à qui aucune revalorisation ne serait proposée, nous revendiquons la hausse immédiate du point d'indice à hauteur de 10%.

Contre les suppressions massives de postes couplées aux mesures du « Choc des savoirs » d'ATTAL qui supprime des heures et désorganise les établissements, dégrade profondément les conditions de travail tout en stigmatisant les élèves, nous revendiquons son retrait !

Contre la politique d'inclusion systématique qui génère le chaos dans les écoles et contre laquelle le 25 janvier 5000 personnels ont manifesté à Paris avec la FNEC FP-FO, nous revendiquons le retrait de l'Acte 2 de l'école inclusive.

Contre l'abandon par les pouvoirs publics de milliers d'enfants qui dorment chaque nuit dans la rue, nous revendiquons le même dispositif d'accueil que pour les enfants Ukrainiens.

Contre la volonté du gouvernement de détruire les structures d'excellence de l'école publique, nous revendiquons l'abandon du transfert des classes CHAM CHAD du lycée PL Courier l'an prochain.

La FNEC FP-FO, comme elle l'a toujours fait, soutiendra en toute indépendance les initiatives prises par les personnels pour la satisfaction des revendications, sans jamais accepter de co-gérer quoi que ce soit de la politique d'un gouvernement MACRON qui restera dans l'Histoire comme celui qui aura fait voter une loi Immigration ouvrant maintenant la porte à la remise en cause du droit du sol, acquis fondamental de la Révolution Française inscrit dans l'article 4 de la Constitution de 1793.

FNEC FP-FO 37

fnecfpfo37@gmail.com